

“Le gouvernement Di Rupo a moins déçu que la ‘suédoise’”

■ **Le politologue Dave Sinardet juge durement le bilan du fédéral en 2016. Di Rupo I^{er} faisait mieux, dit-il.**

Entretien Frédéric Chardon

Bienvenue dans l'épicentre politique de la Flandre. L'interview se déroule à Anvers, le terrain du futur affrontement entre Bart De Wever et Kris Peeters aux communales de 2018. Le politologue Dave Sinardet nous a donné rendez-vous au Vrijdagmarkt, une petite place dans le cœur historique. On y trouve le musée consacré à l'un des imprimeurs et éditeurs les plus prolifiques d'Europe au XVI^e siècle, Christophe Plantin. Mais quittons cette époque où la Flandre faisait partie des Pays-Bas espagnols pour revenir à cette année qui s'achève. La N-VA y a, à nouveau, dicté l'agenda médiatique...

Les déclarations de Bart De Wever et de Geert Bourgeois sur leur renoncement à la vision “romantique” du séparatisme flamand ont marqué les esprits. La N-VA a basculé de manière éclatante de l'identitaire culturel et linguistique vers le socio-économique.

Oui, mais cette transformation est déjà en cours depuis des années. En 2016, la N-VA s'est focalisée surtout sur l'immigration et la sécurité. Il y a eu les attentats, bien sûr, et la crise des réfugiés. On pourrait même dire que la N-VA a même mis en retrait ses préoccupations socio-économiques en faveur de ces thèmes. Peut-être aussi car le palmarès du gouvernement fédéral sur le socio-économique n'est pas ce qu'il devrait être. Notamment en matière de politique budgétaire. Et le ministre des Finances Johan Van Overtveldt, N-VA lui-aussi, est coresponsable de cette situation. La gestion budgétaire est le drame de ce gouvernement.

L'évolution de la N-VA, est-ce le fruit d'une stratégie réfléchie ou bien est-elle “naturelle” ?

La N-VA a déplacé son combat du nationalisme flamand vers la droite socio-économique et sécuritaire. C'est une transformation qui était d'abord motivée par des considérations stratégiques car, à la N-VA, les dirigeants ont compris que la grande majorité des Flamands ne s'intéressent pas vraiment aux questions communautaires et ne veulent certainement pas la fin du pays. Cette transformation stratégique est peut-être aussi en train de provoquer une transformation fondamentale réelle car, à force de faire évoluer le discours, d'attirer un autre personnel politique, c'est tout le parti qui évolue vraiment. On l'a vu cette année avec le départ d'Hendrik Vuyt et de Veerle Wouters : le manque de focalisation sur le communautaire commence à énerver certains au sein du parti. Je suis toutefois convaincu que la N-VA reste, dans son noyau dur, un vrai parti nationaliste. Mais elle veut aussi être un vrai parti de gestion et remplacer le CD&V au centre du pouvoir.

Que reste-t-il du nationalisme de la N-VA ?

Pour l'instant, la N-VA dit que sa participation au gouvernement fédéral est la meilleure manière de mener la politique que les Flamands veulent.

C'est un argument un peu artificiel, non ?

En partie, oui. D'autant plus que les conflits au fédéral ont lieu entre les partenaires flamands... Cela mine complètement la justification de la N-VA quant à sa participation au pouvoir. C'était une décision surprenante dans l'histoire du mouvement flamand. C'était une rupture avec la stratégie tenue durant des décennies. Dans le passé, les partis nationalistes étaient très méfiants envers toute participation au pouvoir belge, à moins qu'il n'y ait de grandes réformes institutionnelles à

la clef.

Du coup, le conflit se déplace : ce n'est plus la Flandre contre le fédéral mais la Flandre qui se déchire sous les yeux médusés du MR...

En effet, De Wever a répété pendant des années que la plupart des Flamands étaient largement d'accord sur la politique à mener mais que l'on n'arrivait pas à la mettre en œuvre à cause du PS. C'était devenu l'argument premier pour l'autonomie flamande.

Mais, aujourd'hui, le gouvernement voulu par la N-VA démontre clairement que ce consensus flamand est un mythe. Il n'existe même pas entre les partis de centre-droit... Même sans Groen et le SP.A dans le gouvernement, il y a des conflits entre les partenaires flamands de la majorité fédérale sur presque tout. Ces conflits minent la politique du gouvernement depuis sa formation. En 2016, on a franchi de nouveaux pas, notamment quand Charles Michel a dû reporter sa déclaration de rentrée en octobre en raison des conflits entre CD&V et N-VA.

En attendant, si le consensus flamand n'existe pas au fédéral, il y a encore moins de consensus entre francophones : seul le MR est présent dans la majorité.

Bart De Wever a notamment convaincu son arrière-ban de participer à la majorité “suédoise” en disant que cela rendrait le PS demandeur et le pousserait à rentrer dans des négociations pour le confédéralisme. Les Wallons seraient frustrés par une politique fédérale trop à droite pour eux et imposée par la majorité flamande. Mais, pour des raisons très simples de différences économiques entre la Flandre et la Wallonie, le PS ne va pas réclamer davantage d'autonomie. Le PS, avec le CVP dans le temps, a été une force qui a poussé à la régionalisation pour créer un Etat CVP en Flandre et un Etat PS en Wallonie. L'Etat CVP se détériore, mais l'Etat PS est toujours bien là. Toutefois, au début des années 90, les francophones se sont rendu compte que scinder des compétences comme la sécurité sociale ne serait pas dans leur intérêt.

Il y a eu cette année un début de révolte avec l'épisode du Ceta contesté par la Wallonie.

Le Ceta est la conséquence très réelle du fait qu'il n'y a plus de parti qui fasse le pont entre la Wallonie et le fédéral. Le but était surtout

de remettre le PS sur la carte wallonne, face à la pression du PTB. Mais si le PS avait été aussi au fédéral, cette contestation ne serait pas apparue. Le Ceta était déjà à l'agenda sous Di Rupo mais, là, on n'a rien entendu. Ce qui est amusant, c'est que les partis flamands de la majorité trouvaient l'attitude de Paul Magnette scandaleuse alors que ce sont eux qui lui ont donné les armes en confiant des compétences très poussées aux entités fédérées en matière internationale. Il faut savoir ce que l'on veut...

Si Theo Francken succède à Bart De Wever à la présidence de la N-VA, vaudra-t-il changer la stratégie de pouvoir des nationalistes ?

Pas directement. Le cas de Francken est un cas très intéressant du fossé entre la politique qu'il mène au gouvernement et le discours autour. On a l'impression que la politique migratoire est beaucoup plus stricte mais il y a beaucoup plus de migrants qui sont entrés en Belgique sous ce gouvernement. C'est bien sûr lié directement à la crise des réfugiés. Mais le discours sur l'immigration très radical de Bart De Wever a compensé l'action de Theo Francken qui est très classique finalement. Il y a eu plus de réformes faites sous Maggie De Block: c'est sous le gouvernement Di Rupo que la politique migratoire est devenue plus stricte.

On vous sent très critique avec la "suédoise"...

Ça dépend sur quels domaines. Il s'agit plutôt d'une déception, vu le contexte assez favorable : ce gouvernement avait une législature de cinq ans. C'est la première fois que cela arrive depuis 1830. Il avait quatre ans devant lui sans élections, c'était la première fois depuis 20 ans. Pas de réforme de l'Etat non plus. La composition du gouvernement est relativement homogène avec seulement quatre partis autour de la table. Le gouvernement Di Rupo a moins déçu, alors qu'il n'avait que deux ans devant lui et une campagne électorale quelques mois après sa mise en place. Il avait une réforme de l'Etat à mener et six partis opposés idéologiquement composaient la majorité. Le gouvernement Di Rupo n'a pas spécialement brillé mais, vu le contexte, il s'en est assez bien tiré. On pou-

vait donc attendre plus du gouvernement

Michel.

Dave Sinardet

CV express

► **Politologue flamand**, Dave Sinardet enseigne à la Vrije Universiteit Brussel (VUB) et à l'université Saint-Louis-Bruxelles. Il est spécialiste des questions liées au fédéralisme et au nationalisme.

“Le CD&V ne peut plus se cacher derrière le PS”

Le débat sur le Ceta a fait réémerger la piste d'une refédéralisation de compétences. Simple gadget politique brandi pour des raisons stratégiques ou est-ce une vraie vague de fond qui aboutira à du concret ?

L'un n'empêche pas l'autre. A l'Open VLD, par exemple, il y a cette considération stratégique mais il y a aussi des gens qui sont vraiment convaincus de la nécessité de refédéraliser certaines compétences. Au CD&V, c'est différent. Son congrès a voté récemment en faveur de la refédéralisation mais Wouter Beke a tenté de minimiser car il ne soutient pas lui-même cette idée. La refédéralisation est réclamée par la base et, notamment, par les jeunes. Pas par le top du CD&V. Il y a une évolution fondamentale qui est liée au changement de générations : les jeunes Flamands ne sont plus imprégnés des vraies discriminations linguistiques qui ont inspiré le nationalisme flamand, ils ne les ont pas connues eux-mêmes.

Une évolution source de nouveaux conflits politiques...

Le fossé entre Flamands sur l'avenir de la Belgique est plus profond que jamais. D'un côté, il y a les partis qui parlent de re-

fédéralisation. De l'autre, il y a la N-VA et le Vlaams Belang qui sont dans une logique de ne plus rien laisser ou presque à l'échelon belge. Avant, en Flandre, ce débat opposait ceux qui voulaient faire de la réforme de l'Etat une priorité et ceux qui ne voulaient pas en faire une priorité. Certains voulaient beaucoup régionaliser et d'autres un peu moins. Aujourd'hui, il y a une opposition sur la direction dans laquelle doivent aller les transferts de compétences.

Votre pronostic : y aura-t-il, demain, une véritable refédéralisation ? Régionaliser est déjà tellement compliqué...

Pas sûr, en effet. Mais il suffit qu'un parti nécessaire pour une majorité spéciale conditionne son soutien à de telles régionalisations pour que cela arrive. Ce qui est étrange, c'est qu'on n'entend pas les partis francophones dans ce débat.

Le débat politique et les polémiques viennent souvent de Flandre et occupent presque tout le terrain médiatique.

Depuis quelques années, le débat public est beaucoup plus vivant en Flandre qu'en Belgique francophone, il y a moins de ta-

bous, le spectre des opinions est beaucoup plus large. L'avalanche d'opinions en

Flandre, tous les jours, peut être un peu fatigante mais, au moins, il y a un débat plus grand et plus

ouvert. Par exemple, sur la question de l'immigration. Inversement, le Ceta est peut-être l'exception qui confirme la règle. C'est grâce au PS qu'il y a eu un débat en Flandre sur le Ceta, ce qui était bien d'un point de vue démocratique. C'est difficile à accepter pour certains Flamands...

Même chose : le gouvernement va-t-il tenir jusqu'en 2019 avec tous ces conflits ?

Je ne crois pas que le gouvernement va tomber. Pour l'instant personne n'a intérêt à aller aux élections, malgré tout. Mais il est vrai que le gouvernement fédéral rend visibles des conflits entre Flamands qui étaient cachés avant car on focalisait de manière obsessionnelle sur la présence du PS au pouvoir. Le CD&V ne peut plus désormais se cacher derrière le PS pour certains dossiers difficiles pour son arrière-ban syndical. Avant, il ne devait pas mener le combat car le PS avait déjà dit non. Aujourd'hui, le CD&V est à nu et doit mener certains combats par lui-même. Le gouvernement fédéral éclipse l'opposition en Flandre car les conflits ont déjà lieu au sein de la majorité...